



JEZABEL COUPPEY-SOUBEYRAN
CHRISTOPHE NIJDMAN

Parlons banque en 30 questions

Le point sur 7

Questions-réponses 23

1. À quoi une banque sert-elle ?	24
2. Quels sont les métiers des grands groupes bancaires ?	26
3. À qui les banques doivent-elles de l'argent ?	28
4. Que trouve-t-on au bilan d'une banque ?	30
5. Comment les banques créent-elles la monnaie ?	32
6. Qu'est-ce que le produit net bancaire ?	34
7. Comment les banques se sont-elles accommodées des <i>fintech</i> ?	36
8. Pourquoi la confiance importe-t-elle autant dans le secteur bancaire ?	38
9. Les banques ont-elles une banque ?	40
10. Les banques sont-elles subventionnées par la banque centrale ?	42
11. Quels sont les risques de l'activité bancaire ?	44
12. Qu'est-ce que le risque systémique ?	46
13. Pourquoi les banques sont-elles réglementées ?	48
14. Pourquoi les banques doivent-elles respecter des « ratios prudentiels » ?	50
15. Qu'est-ce que la titrisation ?	52
16. Qu'est-ce que le <i>shadow banking</i> ?	54
17. Des bilans bancaires purgés de leurs excès ?	56
18. Qui surveille les banques ?	58
19. Qu'est-ce que l'Union bancaire ?	60
20. À quoi le Comité de Bâle sert-il ?	62
21. Les accords de Bâle 3 ont-ils fait mal aux banques ?	64

22. Les déposants sont-ils bien protégés ?	66
23. Qui doit supporter les pertes des banques ?	68
24. Qu'est-ce qu'une banque « <i>too big to fail</i> » ?	70
25. Les opérations sur produits dérivés, aussi utiles que lourdes au bilan des banques ?	72
26. Les banques sont-elles expertes en gestion des risques ? ..	74
27. A-t-on réalisé la séparation bancaire ?	76
28. Les banques réchauffent-elles la planète ?	78
29. Comment verdier la réglementation bancaire ?	80
30. Les banquiers sont-ils trop payés ?	82

Pour aller plus loin	85
Chiffres-clés	86
Mots-clés	88
Bibliothèque	96

Le point sur

Les faillites de banques régionales américaines et celle de Crédit Suisse sur le continent européen au printemps 2023, puis partout la chute immobilière, ont-elles été les premières secousses d'un prochain grand séisme financier ? L'avenir dira si les réformes post-2008 auront ou non suffi pour l'éviter. Le retour de l'inflation a conduit les banques centrales à relever le prix de l'argent. Pour les banques dont le métier est d'en faire le commerce, ce n'est pas forcément une mauvaise nouvelle, mais cela signifie aussi pour elles moins de liquidités* disponibles, moins d'emprunteurs solvables et une dévalorisation des titres qu'elles détiennent. Bien que l'inflation refile (à l'heure où nous écrivons ces lignes), les prix vont probablement rester volatils. Dans un tel contexte, les banques auront-elles les moyens de financer la transition écologique ?*

Jamie Dimon, président-directeur général de la banque américaine JPMorgan, une des plus grandes au monde – qui en entraînerait beaucoup d'autres dans sa chute si elle venait à tomber –, déclarait en octobre 2023 : « Nous vivons la période la plus dangereuse que le monde ait connue depuis des décennies. » Dans un contexte géopolitique des plus tendus (attaque terroriste du Hamas en Israël débouchant sur une riposte sanglante, guerre en Ukraine sur le continent européen, rivalités sino-américaines...) et des niveaux de taux d'intérêt* jamais enregistrés depuis

* Les termes marqués par une astérisque sont définis dans *Les mots-clés* page 88.

plusieurs décennies, le secteur bancaire pourrait en effet entrer dans une zone de grandes turbulences.

À l'aube d'une nouvelle crise financière ?

En 2020-2021, la crise sanitaire avait déjà mis à l'épreuve les réformes bancaires post-2008 (Bâle 3, Union bancaire, Dodd-Frank Act...), mais le saut d'obstacles fut considérablement facilité par l'aide massive de la Banque centrale européenne (BCE) au secteur bancaire.

Bien sûr, ce n'était pas au départ une crise de nature financière, mais les confinements organisés pour tenter d'éviter la propagation du virus ont mis l'économie à l'arrêt et provoqué une récession supérieure à celle enregistrée en 2008-2009 à la suite de la crise financière. Cette fois, c'est la récession économique anticipée qui faisait craindre des perturbations sur les marchés financiers et une possible crise bancaire. Au début de la crise sanitaire, les marchés financiers n'étaient guère confiants : l'indice boursier du secteur bancaire européen (Euro Stoxx bank) avait chuté de plus de 45 % entre décembre 2019 et mars 2020. Mais la réaction de la banque centrale ne s'est pas fait attendre. En mars 2020, la BCE annonçait une nouvelle série de *Targeted long-term refinancing operations* (TLTRO) en même temps qu'un nouvel assouplissement des *Long-term refinancing operations* (LTRO) avant de lancer en avril un programme de refinancement spécial pandémie (*Pandemic emergency long-term refinancing operations* – PELTRO). Ces liquidités ont été déversées pour partie à taux négatif (les banques ont eu à rembourser moins que ce qu'elles ont emprunté), sans limite de montant (soumission entièrement servie), à échéance de 3 ou 4 ans beaucoup plus longue que celle de 3 mois habituellement consentie pour les opérations normales de refinancements (*Main refinancing operations* – MRO).

Est venu s'y ajouter un programme PEPP (*Pandemic emergency purchase program*) d'achats d'actifs auprès du secteur bancaire et financier d'une enveloppe de 1 850 milliards d'euros. Ce faisant, après avoir triplé entre 2008 et fin 2019, la base monétaire de l'Eurosystème (total de la monnaie centrale à la disposition des banques, y compris les billets) a doublé pendant la crise sanitaire de 2020 à 2022, avec un pic à 6 385 milliards d'euros en novembre 2022. De quoi mettre les banques à l'abri de tout problème de liquidité ! Malgré ça, le risque d'insolvabilité aurait pu augmenter avec des pertes sur les marchés de titres et l'augmentation des défaillances des emprunteurs. Cela n'a pas été le cas, là encore grâce à l'aide des pouvoirs publics, avec notamment des dispositifs de garantie publique de prêts aux entreprises (prêt garanti par l'État – PGE, en France), et aussi parce que les superviseurs bancaires* ont toléré, le temps de la crise, que les coussins de fonds propres se dégonflent et donc que la capacité d'absorption des pertes soit moindre.

Même si les banques sont entrées dans la crise sanitaire plus solides qu'elles ne l'étaient à la veille de la crise financière du fait des réformes bancaires post-2008, ce n'est pas tant leur solidité mais bien l'aide massive des pouvoirs publics qui leur a permis de traverser sans encombre la crise sanitaire.

Le retour de l'inflation à partir de l'été 2021 et le tour de vis monétaire opéré par les banques centrales pour y répondre au moyen d'une remontée rapide de leur taux directeur ont constitué un contexte très différent de celui de la crise sanitaire (où les taux et l'inflation étaient encore au plus bas et les autorités monétaires ultra-accommodantes), mais potentiellement encore plus déstabilisant.

6 | Qu'est-ce que le produit net bancaire ?

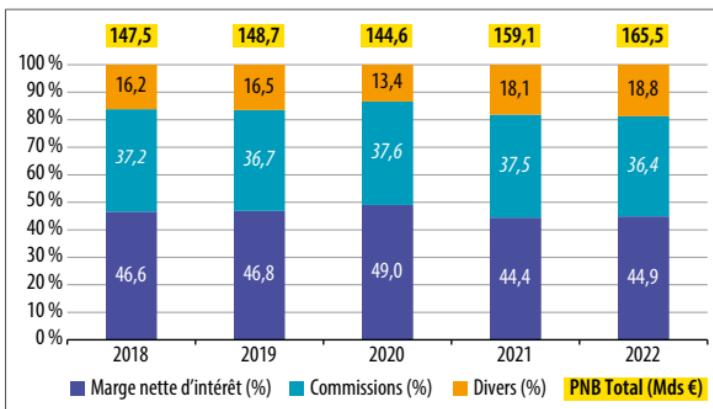
Le principal indicateur de revenu des banques

Le produit net bancaire (PNB) mesure les revenus associés aux activités bancaires, nets des charges de refinancement : c'est le chiffre d'affaires des banques. Elles perçoivent deux principaux types de revenus : des intérêts et des commissions. Pour ses activités de détail, la banque touche les intérêts liés aux crédits accordés et des commissions très rémunératrices notamment sur les services de gestion de compte ou la mise à disposition des moyens de paiement. Elle paie elle-même des intérêts quand elle se procure les ressources nécessaires à son refinancement et rémunère l'épargne de ses clients. La différence entre intérêts perçus et versés constitue la marge d'intérêt*. Dans ses activités d'investissement et de financement, la banque perçoit aussi des commissions (conseils aux entreprises pour s'introduire en bourse...) et des intérêts (achats de titres...).

Pour les banques françaises, un peu plus de marge d'intérêt que de commissions

Les revenus des banques françaises proviennent à environ 45 % de la marge d'intérêt et à plus de 36 % des commissions. Les environ 20 % restant, qui ne relèvent ni de la marge nette d'intérêt ni des commissions, proviennent par exemple des variations de juste valeur des actifs et passifs concernés (source ACPR, 2022).

Décomposition du produit net bancaire (en milliards d'euros et en %)



Source : ACPR, *Les chiffres du marché français de la banque et de l'assurance*, 2022.

Quand les taux baissent... puis remontent...

Le bas niveau des taux d'intérêt dû aux politiques monétaires très accommodantes menées par les banques centrales à la suite de la crise financière de 2007-2008, de la crise des dettes souveraines en zone euro de 2011-2012, et de la pandémie de 2020, a pesé sur les résultats des banques françaises. En 2021, leur PNB a connu un fort rebond lié au rattrapage après la pandémie (9 % par rapport à 2020), suivi d'une augmentation de 4 % en 2022 liée à la remontée des taux d'intérêt (ACPR, « Les chiffres du marché français de la banque et de l'assurance », 2022).

Le saviez-vous ?

« Une étude de l'Observatoire européen de la fiscalité évalue à 14 % la part des bénéfices réalisés par les [36 plus grandes] banques européennes dans des pays à la fiscalité avantageuse. » (Les Echos, 06/09/2021).

12 | Qu'est-ce que le risque systémique ?

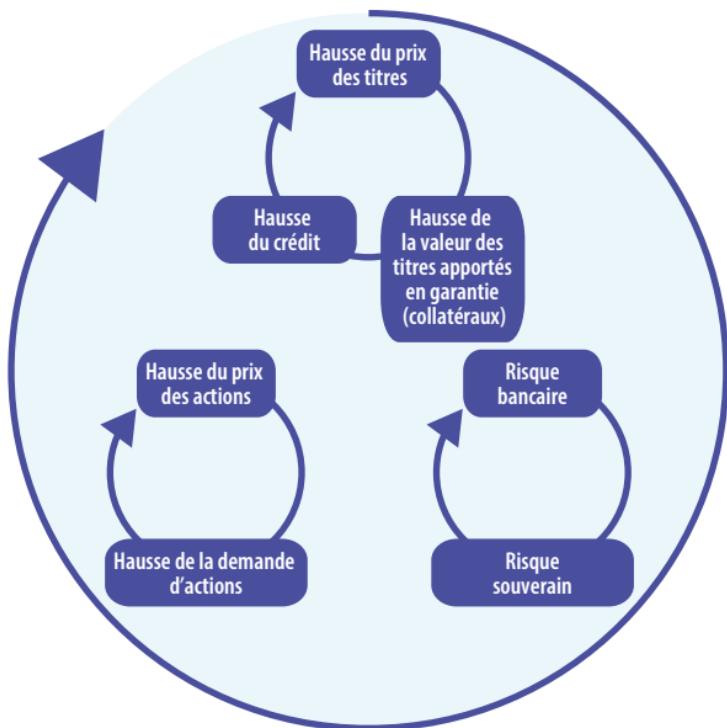
Un risque de défaillance globale

C'est un risque de dysfonctionnement global du secteur bancaire et/ou financier qui se manifeste par des faillites en chaîne. Il peut provenir d'effets de contagion qui transforment une difficulté locale – touchant une banque, un segment de marché dans un pays donné, une devise, ... – en difficulté globale, étendue à l'ensemble du secteur bancaire, à plusieurs marchés ou pays. Dans un espace financier mondialisé, les interconnexions de plus en plus fortes entre ses acteurs favorisent cette propagation. La mèche peut être allumée par un choc extérieur au secteur comme un tremblement de terre qui, en détruisant des capacités de production, fait chuter les valeurs boursières d'un pays.

Inhérent au fonctionnement du système financier

Le système financier peut aussi s'enflammer de lui-même. Ainsi, lorsqu'une vague d'optimisme touche un domaine d'activité, le prix des actions des entreprises de ce secteur grimpe. Comme tout le monde pense que l'augmentation va se poursuivre, chacun achète ces titres et une « bulle » se forme. Cette hausse fournit des garanties aux emprunteurs qui s'endettent alors davantage et achètent plus d'actions. Les prix grimpent encore et l'emballement s'auto-entretient jusqu'à l'explosion. Au-delà d'un « effet domino », le chemin du risque systémique décrit des boucles qui s'auto-alimentent.

Les représentations du risque systémique : des cercles vicieux plus qu'un simple effet domino



La crise systémique, point de retournement du cycle financier

Ce que l'on appelle le cycle financier est comme une grande vague qui se déploie dans une phase ascendante d'emballement où la liquidité coule à flots et le risque est perçu comme faible, avant de se casser plus ou moins brutalement. La crise systémique marque le point de retournement. Ses conséquences pour l'économie sont généralement lourdes, avec une perte de potentiel de production, une augmentation du chômage, des chutes de prix, ..., que les pouvoirs publics cherchent à endiguer... souvent après coup.

28 | Les banques réchauffent-elles la planète ?

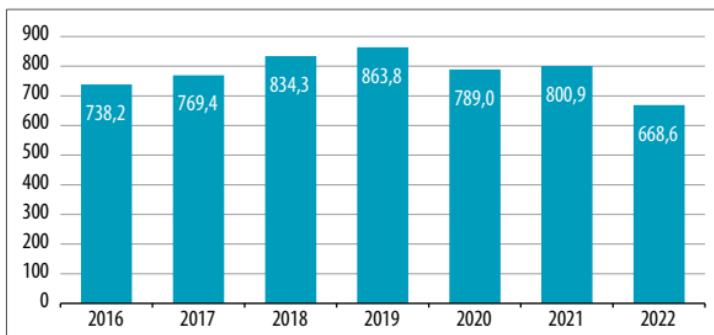
Entre responsabilité environnementale...

Parce qu'elles financent des activités fossiles, extractives, émettrices de gaz à effets de serre, polluantes, ..., les banques contribuent au réchauffement de la planète et aux pertes de biodiversité. À cela elles répondent qu'elles financent l'économie *telle qu'elle est*, extractive, carbonée, polluante. Mais les banques ne font pas que suivre l'économie. D'ailleurs, la libéralisation financière amorcée dans les années 1980 a été justifiée en présentant les banques comme un moteur de la croissance. Difficile donc de ne pas les enjoindre à plus de responsabilité environnementale, qui de fait se fraie un chemin dans leur gouvernance.

... et *greenwashing*

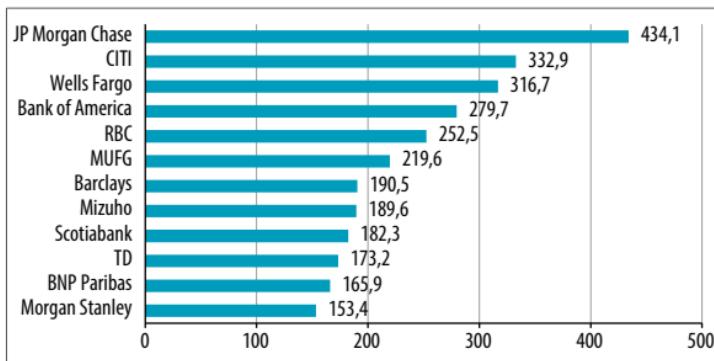
Le problème reste que les engagements pris par les banques pour aller vers une finance durable, plus respectueuse de l'environnement, ne sont pas contraignants et que les avancées dans le vert (crédits aux énergies renouvelables, à des activités favorisant la transition, mécénat pour favoriser la recherche climatique, équipements en matériels recyclés...) viennent souvent non pas remplacer mais s'ajouter à des activités préjudiciables au climat et à la biodiversité. Depuis la signature des accords de Paris en 2015, les 60 plus grandes banques du monde ont financé pour 5 500 milliards de dollars d'activités fossiles. Tant que le vert s'empilera sur du brun, on en restera à un verdissement de surface : du *greenwashing* !

Le financement des activités fossiles par les banques dans le monde (en Mds \$)



Source : *Banking on Climate Chaos 2023*.

Top 12 des banques qui financent les activités fossiles (2016-2022) (en Mds \$)



Source : *Banking on Climate Chaos 2023*.

Dans le rapport *Banking on Climate Chaos*, BNP Paribas se situe au 11^e rang des 60 plus gros financeurs de l'industrie fossile, Société générale au 21^e rang, Crédit agricole au 23^e rang, BPCE au 31^e rang, Crédit mutuel au 59^e rang et la Banque postale au 60^e rang.